

Vaillant-Couturier, instrument passif et malhonnête de la fraction Staline, s'est permis d'accuser, devant le prolétariat français, l'Opposition communiste-léniniste, qui défend pied à pied contre l'Opportunisme, la doctrine, l'action et l'unité du Parti bolchevik, d'être de connivence avec la réaction blanche. Il nous a mis, par là même, dans l'obligation de rendre le prolétariat français juge de ces faits sur lesquels nous eussions préférés garder le silence.

L'*Humanité* est aussi lue par les ennemis du Parti et du prolétariat. Vaillant-Couturier leur fournit contre les plus vieux compagnons de lutte de Lénine, contre les hommes qui ont fait la Révolu-

tion d'Octobre, la III<sup>e</sup> Internationale, la République des Soviets et l'Armée Rouge, contre des hommes qui défendent encore, aux postes diplomatiques les plus responsables, les intérêts de l'U. R. S. S., des armes empoisonnées.

L'opportunisme et le souci des intérêts subalternes ont mené loin ce calomniateur, invariablement attaché aux majorités officielles du moment.

Nous le dénonçons au Prolétariat.

Nous exigeons de l'*Humanité* et des organes de la presse communiste la publication de ce démenti.

G. Zinoviev, L. Trotsky, K. Radek, J. Smilga, E. Préobrajensky, V. Vouyouitch, S. Kamenev.

## Le retour de "Ceux qui ont vu"

Chaque jour, depuis le 11 Décembre, l'*Humanité* publie le témoignage de ceux qui viennent de visiter l'Union Soviétique.

« Sans partis, communistes, socialistes, anarchistes, réformistes, coopérateurs, sportifs, délégués, paysans, hommes et femmes », vont nous fournir « un type entièrement nouveau d'enquête collective, un vrai reportage de classe », nous est-il annoncé.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, six témoignages ont déjà été publiés. Que nous apportent-ils ?

Écoutez tout d'abord Dupré, le socialiste. Emerveillé par le spectacle de Moscou pendant les fêtes du 10<sup>e</sup> Anniversaire, il décrit la joie populaire : « groupes d'ouvriers, paysans dansant et chantant, reprenant les refrains révolutionnaires que lançaient, débouchant aux coins des rues, des détachements de soldats rouges. » Puis il évoque, dans l'usine, le « délégué syndical toujours en éveil, assurant toutes les mesures de protection du travail », et il admire qu'à l'égard des femmes, des indigents et des enfants, la Société Soviétique agisse « d'une façon humaine ». Visiblement, cela le dépasse ; il en est bouleversé.

Ravie du « beau voyage », une jeune paysanne, Marguerite Ily, découvre que « civilement et politiquement les femmes sont en Russie les égales de l'homme » ; elle signale sa visite à une ferme modèle, et confirme qu'un « petit, qui se glissait à quatre pattes pour arriver devant les grands », lui a crié : « Alors, vous voyez bien qu'on est heureux ! »

Hentges, Receveur, Michaux, Thiriot et Ombrouck (trois communistes, deux socialistes, un sans parti) déclarent « avoir constaté un progrès considérable dans tous les domaines. L'économie russe, disent-ils, a maintenant égalisé le niveau d'avant-guerre et le dépasse

en maints endroits. » Ils parlent, eux aussi, de la protection du travail, et ils admirent sans réserves la facilité avec laquelle les conflits ouvriers sont réglés.

Meunier, ouvrier socialiste, vient à son tour évoquer « l'enthousiasme populaire pendant les fêtes » et s'indigner que les chefs socialistes cachent la vérité sur l'U. R. S. S. aux ouvriers socialistes.

Madeleine Charpentier, du Syndicat de l'Habillement, proclame que la Révolution, brisant les chaînes de la femme, a fait d'elle, en Russie, une des « grandes victorieuses du changement social ».

Enfin, M. et Mme Autant-Lara, intellectuels, sans parti, viennent nous répéter ce que des cinquantaines de livres, de brochures, d'études, d'enquêtes, de documents, de photographies et d'articles ont vulgarisé en Europe depuis cinq ans au moins : les admirables réalisations théâtrales accomplies en Russie.

Ce que nous constatons, pour notre part, devant ce reportage de « classe », c'est que, dans la mesure où les délégués cessent de se borner à des impressions vagues, extérieures et superficielles, ils sont infiniment plus stalinien que Staline, et que leurs appréciations vont en général à l'encontre des données officielles elles-mêmes.

En ce qui concerne la protection du Travail, nous savons, d'après le rapport du Commissariat du Travail, que les sommes allouées à cet effet sont notoirement insuffisantes, et qu'au cours de l'année économique 1925-26, sur 1.000 ouvriers travaillant dans les grosses entreprises, il s'est produit en moyenne 97,6 accidents entraînant une incapacité de travail. C'est-à-dire qu'au cours

de l'année, 1 ouvrier sur 10 est sujet à un grave accident du travail.

Quant aux « grandes victorieuses », nous savons que, dans presque toutes les branches de l'industrie, une diminution du salaire de l'ouvrière s'est produite par rapport à celui de l'ouvrier ; qu'en mars 1926, le salaire des manœuvres femmes équivalait, selon les branches d'industrie, à 51 %, 61 %, 83 % du salaire de l'homme. Ainsi, la « grande victorieuse » n'a même pas conquis l'application du principe : « A travail égal, salaire égal. »

S'il est de « grandes victorieuses » de la Révolution, ce sont peut-être les femmes des nepmen, celles des bureaucrates, les femmes englobées elles-mêmes dans l'armée formidable de la bureaucratie, les femmes des paysans « économiquement forts », ce ne sont certes ni les ouvrières ni les paysannes pauvres.

Sur le « délégué syndical toujours en éveil à l'usine » et l'activité syndicale, le 14<sup>e</sup> Congrès du Parti Russe nous apprend que « les syndicats n'ont pas pu accomplir tout le travail qui leur était fixé, démontrant ainsi leur étroitesse d'esprit, reléguant au second plan leurs tâches primordiales, essentielles, de défense des intérêts économiques des masses qu'ils englobent, et de relèvement de leur niveau matériel et moral ». Et la *Pravda* explique (23 juillet 1927) pourquoi la classe ouvrière et les syndicats sont plus éloignés que jamais de la direction de l'industrie socialiste : « L'immense majorité des délégués, dans les Congrès syndicaux, dit-elle, sont des éléments qui ne travaillent plus à l'usine. »

Quant au règlement des conflits à l'usine, nous savons que les dernières années sont marquées, au contraire, par une aggravation des conflits. Que ce n'est pas un caractère de conciliation qu'offre en réalité la solution des conflits, mais plutôt de contrainte. Nous savons que le droit accordé aux organisations économiques de recourir à l'arbitrage obligatoire a détruit dans son essence le contrat collectif, accord entre deux parties contractantes, qui devient une simple disposition administrative (*Le Travail*, 4 juillet 1927).

Devant la joie célébrée à qui mieux mieux par tous les délégués — « joie dans la rue, joie sur tous les visages », — nous ne pouvons nous empêcher de songer au nombre de chômeurs (1.656.000, d'après les chiffres officiels au 1<sup>er</sup> avril 1927), qui va montant sans cesse, le Plan d'état quinquennal prévoyant qu'il atteindra, vers la fin de 1931, 3 millions au moins.

Les données officielles nous apprennent également que les salaires réels, loin d'augmenter, marquent un temps d'arrêt et sont revenus à peu près au niveau des salaires de l'automne 1925 (alors que grandit l'intensification du travail), que le budget des dépenses d'une famille ouvrière s'est rétréci depuis 1924-25, que la rationalisation se traduit souvent par le renvoi des usines de certains groupes d'ouvriers, toujours par l'aggravation du sort matériel des autres, que la répartition de la surface d'habitation selon les groupes sociaux, dans les villes où un travail de statistiques a eu lieu, se traduit par les chiffres suivants : ouvriers, 5 à 6 mètres cubes ; employés, 6 à 9 mètres cubes ; artisans, 7,6 ; professions libérales, 10,9 ; éléments ne travaillant pas, 7,1. Et le Plan d'Etat prévoit que d'ici cinq ans, la situation locative sera encore plus mauvaise qu'actuellement.

Lorsqu'on voit les délégués louer le relèvement économique de la Russie Soviétique, à l'époque de la NEP, on s'étonne qu'une question ne leur soit pas venue

à l'esprit : « Mais AU PROFIT DE QUI s'accomplit ce relèvement ? »

« Ils ont vu, par toute la Russie, des constructions nouvelles surgies de terre : usines, stations hydro-électriques, routes, canaux, greniers à grain... » — Mais à aucun moment, ils ne se sont demandé si, comme cela se doit dans un pays en marche vers le socialisme, l'augmentation des richesses publiques entraînait une amélioration du niveau de vie du prolétariat qui a fait la Révolution. Ils n'ont pas cherché à savoir si c'était la classe ouvrière et les paysans pauvres, ou d'autres couches sociales, qui bénéficiaient de cet accroissement de la richesse sociale.

Derrière la façade et à travers le « beau voyage », ils n'ont rien vu. Alors qu'il est évident, avéré, que le niveau de vie de la classe ouvrière est en diminution, que ses conditions de logement s'aggravent au lieu de s'améliorer, que le chômage va croissant, que l'enseignement gratuit est pratiquement supprimé, que la rationalisation pèse de plus en plus sur les muscles de l'ouvrier, que la bureaucratie s'implante et s'amplifie de plus en plus, que la puissance des koulaks va grandissant sans cesse, et qu'il suffit des seuls documents officiels pour s'en apercevoir, on choisit ce moment pour nous parler — sans chiffres, sans précisions, sans statistiques, sans aucun examen des questions importantes, et par le seul moyen d'affirmations, d'exclamations et de tirades littéraires — de la situation idyllique de la classe ouvrière dans l'Union Soviétique !

Alors que le seul parti politique légal de l'Union, le parti communiste au pouvoir, traverse une crise formidable, alors que la composition sociale de ce Parti s'est sensiblement modifiée depuis les derniers dix-huit mois (la récente « épuration » a éliminé 80.000 membres dont l'immense majorité sont des ouvriers (*Izvestias* du C. C., n<sup>o</sup> 24-25), tandis que 100.000 nouveaux paysans ont été admis dans le Parti depuis le 14<sup>e</sup> Congrès, la majorité de ceux-ci appartenant aux couches aisées) alors que la scission est en train de s'accomplir au sein du Parti communiste, qu'on use des moyens de répression gouvernementale envers les communistes qui osent émettre une opinion contraire à celle des dirigeants, alors que, par milliers, on chasse du Parti les ouvriers d'Octobre, alors qu'on persécute, qu'on traque, qu'on emprisonne (et il suffit de lire la *Pravda* et d'écouter les dirigeants pour en avoir la preuve) quand le régime du bâillon est porté à son comble. (« Il nous est défendu d'être trop actifs. Si tu veux manger du pain, parle le moins possible. » (Documents du Comité régional de Moscou, *Revue d'Information*, page 30), on ose nous parler des ouvriers « maîtres de leurs destinées ! »

Ainsi que nous l'affirmions dans un article précédent, dans les conditions où elles ont été formées et menées, et dans les conditions imposées par toute l'Union sous le régime stalinien, les délégations ne pouvaient recueillir que des impressions souvent fausses, toujours vagues, extérieures et superficielles, ou découvrir ce que tout communiste sait depuis dix ans.

Les premiers résultats de ce « reportage de classe » n'ont fait que confirmer notre assertion. Mais qu'on ne s'y trompe pas ; cette prétendue « enquête » n'a qu'un seul but : détourner l'attention des ouvriers français de la politique opportuniste pratiquée par les dirigeants de l'Union.

C'est pourquoi nous la dénonçons.

M. M.

**Vous lirez dans notre prochain numéro  
une remarquable mise au point de TROTSKY  
Tous les communistes voudront la lire**